



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/En-2050>

Imaginons...

# En 2050

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2015 - N° 1162 - mars 2015 -

Date de mise en ligne : mercredi 17 juin 2015

Date de parution : mars 2015

## **Description :**

I. Les effets d'un mauvais gouvernement

Michel Berger imagine ce que pourrait être la situation dans une trentaine d'années.

---

**Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés**

---

**Inspiré par les fresques d'Ambrogio Lorenzetti, Michel Berger imagine ce que pourraient être, dans 35 ans, les effets d'un "mauvais" et ceux d'un "bon" gouvernement, pour pouvoir les comparer.**

**Il commence par sa description des effets d'un mauvais gouvernement :**

<dl class='spip\_document\_1403 spip\_documents spip\_documents\_left' style='float:left;'>

<dl class='spip\_document\_1404 spip\_documents spip\_documents\_right' style='float:right;'>

*Détails de la fresque d'Ambrogio Lorenzetti "les effets du mauvais gouvernement" à l'hôtel de ville de Sienne. Les maisons sont délabrées, la société est hiérarchisée et les inégalités règnent. L'autorité se manifeste sous un aspect autoritaire presque diabolique. La pauvreté règne parmi le peuple, écrasé par les puissants.*

Depuis la grande crise des années 2010, la Communauté Européenne, imprudemment élargie à 27 membres, a éclaté. Tous les pays de l'Europe se sont repliés sur eux-mêmes. À commencer par la Grèce, suivie de près par l'Espagne et par le Portugal, puis par la France et les autres pays d'Europe, dont la pseudo-unité s'est effondrée comme un château de cartes. La Grande-Bretagne, toujours aux marges de l'Europe était déjà en 2012 sur le point de sortir de la Communauté Européenne. Mais ce mouvement trouve des échos dans maints pays européens, asphyxiés par les politiques d'austérité imposées par l'idéologie libérale dominante dans les instances européennes. La dépréciation des monnaies a rendu impossible les emprunts d'État sur le marché des devises. Beaucoup d'États européens se sont trouvés en défaut de paiement, entraînant la ruine des classes moyennes.

Le retour aux monnaies nationales a rapidement renchéri toutes nos importations. Les déséquilibres des balances commerciales se sont accentués. Le prix de l'énergie est devenu prohibitif en Europe, encore soumis en quasi-totalité aux ressources fossiles, alors qu'elles y sont inexistantes.

Les systèmes financiers, non maîtrisés malgré toutes les proclamations des gouvernements successifs, ont profité à plein des possibilités de spéculations offertes par l'indépendance des monnaies nationales. Ils ont ainsi continué à drainer la richesse vers les couches sociales les plus favorisées. L'épargne ainsi constituée en faveur des plus riches a ralenti la vitesse de circulation efficace de la monnaie, au détriment de l'économie réelle. Les biens rares : terrains constructibles, logements de qualité, ont atteint des valeurs impossibles à soutenir par une part croissante de la population.

En même temps, le cadre de vie a poursuivi sa dégradation, en particulier dans les villes. Les quartiers pavillonnaires de la fin du XXème siècle, mal construits, se sont dégradés. Mal desservis en transports en commun et devenus inaccessibles en voiture en raison du renchérissement de l'essence, ils ont été en partie abandonnés. Leur valeur foncière a chuté. La baisse de la demande, ajoutée à de nouvelles pratiques commerciales très informatisées, a conduit à l'abandon des surfaces commerciales qui avaient inondé les périphéries urbaines à la fin du XXème siècle. Devenues des friches au même titre que les friches industrielles, elles entourent maintenant toutes les villes de vastes espaces inutilisables, aux sols plus ou moins pollués, non entretenus, conférant à nos cités un aspect misérable. Seuls quelques centres-villes anciens, encore exploitables touristiquement, témoignent de ce que furent nos cités jusqu'au milieu du XXème siècle.

L'État, asphyxié par l'endettement consécutif au déséquilibre de la balance commerciale, n'a pu s'attaquer à la mise sur le marché de terrains constructibles, seule manière de résorber durablement la crise et de lutter contre la spéculation.

Celle-ci a été entretenue par la promotion immobilière privée. Devant l'absence de terrains équipés proches des centres existants, les promoteurs avaient investi au début du siècle dans la réalisation d'ensembles urbains en grande périphérie, inaccessibles en transport en commun. Ensembles tombés petit à petit en déshérence en raison du renchérissement de l'énergie. La perte de valeur de ces investissements immobiliers a entraîné en France une crise bancaire analogue à celle qui a sévi aux États-Unis et en Espagne au début du siècle, avec comme corollaire un appauvrissement massif des classes moyennes.

Devant l'impossibilité d'habiter dans des logements convenables, la bidonvilisation des espaces publics s'est amplifiée. Déjà perceptible au début du siècle, mais encore réservée à une population immigrée, elle touche maintenant une part importante des classes pauvres et moyennes. Les grands parcs urbains réalisés au XIXème siècle sont maintenant presque entièrement occupés par des constructions précaires et illégales.

Incapables de faire quoi que ce soit, les pouvoirs publics se bornent à quelques opérations épisodiques de destruction, mais sans grand effet sur une population démunie qui reconstruit comme elle peut des abris de plus en plus médiocres. Déjà amorcée dans les années 2010, l'acquisition de notre patrimoine par des investisseurs

étrangers, originaires du Moyen-Orient et du continent asiatique, s'est généralisée. Ce fut d'abord notre patrimoine productif, en premier lieu l'industrie avec nos plus beaux fleurons comme la métallurgie avec Arcelor, Péchiney, Alstom et bien d'autres. Mais, au fil des années, ces acquisitions ont touché tous les aspects de nos industries, accompagnant les délocalisations. L'avance technologique obtenue avec les aides des États Européens dans certains secteurs comme l'aéronautique a été rapidement perdue. L'expansion des grands marchés d'Extrême-Orient a justifié des transferts de technologie et des productions locales à une telle échelle que notre avance s'est vite érodée.

Les acquisitions étrangères se sont étendues à notre patrimoine agricole. Tout d'abord à nos propriétés viticoles les plus prestigieuses, achetées à prix d'or grâce aux pétrodollars et aux excédents d'épargne en provenance d'Asie et du moyen orient. Les anciens actionnaires et propriétaires terriens ont réinvesti dans des actifs financiers en dehors de France. En 2050 la plupart de nos terres agricoles avaient été rachetées par des compagnies étrangères, avides de posséder des terres assez riches pour nourrir leur population croissante. Ceci au profit d'une agriculture intensive, fort consommatrice d'eau et d'engrais, entraînant une pollution massive. S'y est ajoutée l'exploitation des schistes bitumineux par des compagnies étrangères. Les productions agricoles sont maintenant en grande partie exportées vers les pays développés (la Chine, l'Inde et le Moyen-Orient), ne laissant à la population française que le strict nécessaire à la reproduction de la force de travail. Travail devenu très limité d'ailleurs en raison de la mécanisation massive. Le coût croissant des ressources agricoles, du à l'expansion démographique mondiale, les a rendues inaccessibles à la population française.

Les revenus par individu, encore dans les meilleurs du monde au début du XXIème siècle, ont plongé dans les profondeurs du classement international. Les seules ressources nationales proviennent de quelques services subalternes dans le tourisme, dont l'exploitation est désormais entre des mains étrangères.

Quelques rentrées de devises proviennent aussi des transferts d'une partie de la population française émigrée dans les pays riches.

Faute d'une volonté commune, aussi bien en Europe qu'ailleurs, aucun pays n'ayant voulu prendre l'initiative d'une véritable politique d'énergie durable, les recherches pétrolières se sont poursuivies dans le monde entier, mettant en oeuvre les exploitations les plus polluantes. Le taux de dioxyde de carbone dans l'atmosphère terrestre a atteint des niveaux irréversibles. Les territoires peu sensibles, parce que les moins exposés aux inondations ou aux conséquences du réchauffement, sont accaparés par les catégories sociales les plus aisées qui s'en répartissent l'usage. En contrepartie, les moins favorisées ne disposent que des lieux les plus pollués et les plus sensibles aux catastrophes naturelles, sécheresse, inondations, destruction des paysages.

Les inégalités se sont profondément accrues. En France, à côté des anciens propriétaires qui ont pu s'enrichir en vendant leurs biens à des étrangers, la majorité de la population a vu ses ressources diminuer. Une petite partie a conservé un travail de moins en moins bien rémunéré. La majorité de la population vit maintenant d'expédients.

Par ce que certains appellent un juste retour des choses, l'Europe se trouve désormais dans la situation des pays qu'elle avait autrefois colonisés. Cette nouvelle colonisation ne s'est pas effectuée par la force, comme ce fut le cas dans le processus de colonisation européen, mais grâce à la puissance économique des nouveaux pays riches.

Cette dégradation de la situation économique s'est accompagnée de brutales secousses sociales. Le populisme, les intégrismes de toutes sortes ont trouvé un milieu favorable pour s'épanouir sans retenue. Les anciennes classes dirigeantes, désormais représentées par les moins altruistes, se sont emparées des leviers de commande de gouvernements de moins en moins représentatifs. Dominées par la concussion, propriétaires des réseaux médiatiques, les instances dirigeantes ont réussi à pervertir ce qui est devenu la caricature d'une démocratie.

La violence, déjà présente dès le début du siècle, n'a pu être contenue qu'en multipliant des forces de police, en partie financées par des puissances étrangères, devenues propriétaires des forces productives et soucieuses d'éviter les remous sociaux, facilement taxés de terrorisme.

L'Europe, désormais constituée d'une série de petits pays jaloux de leur indépendance, tous devenus trop faibles pour s'inscrire avec efficacité dans l'évolution du monde, a subi le même sort que la France. Les vieux antagonismes se sont réveillés et des troubles ont commencé à se manifester sur les anciennes frontières. Seules, les instances internationales, dans lesquelles la vieille Europe avait perdu toute influence, réussirent à endiguer les conflits meurtriers.

Le vieux rêve de l'Europe, celui des humanistes du XVIème siècle, repris par les philosophes des lumières et renouvelé à la fin du XXème siècle, avait été une nouvelle fois détruit par la pusillanimité de ses dirigeants, l'absence de générosité et de clairvoyance de ses habitants. Ils signaient ainsi la disparition de la civilisation Européenne, éclatée en petites entités rivales les unes des autres dans le partage des restes d'un vieil héritage tombé en décrépitude.

*Post-scriptum :*

► [Partie II. Les effets d'un bon gouvernement](#) - GR 1163